La France dit viser l'équilibre budgétaire en 2020

04/02/2010 à 6h10

La France vise l'équilibre budgétaire en 2020, a déclaré le Premier ministre François Fillon.

Le chef du gouvernement s'exprimait sur Europe 1 après la transmission à la Commission européenne de la trajectoire actualisée des finances publiques, qui prévoit un retour à un déficit public à 3% du produit intérieur brut en 2013.

"On s'est fixé un objectif : repasser en dessous de 3% en 2013 et atteindre l'équilibre à l'horizon 2020", a-t-il déclaré.

"On s'est calé d'ailleurs à peu près sur ce que fait l'Allemagne", a-t-il ajouté.

Pour réduire le déficit public, *"on va ralentir l'augmentation"*, a poursuivi François Fillon. *"Il ne s'agit pas d'une politique d'austérité. Une politique d'austérité c'est quand on augmente les impôts et qu'on réduit les prestations."*

Cette année, le déficit public est prévu à 8,2% du PIB. Pour arriver à 3% en 2013, il faudrait le réduire d'environ 100 milliards d'euros, soit plus de 5 points de PIB, ce qui constituerait une première depuis au moins un demi-siècle.

> ***Pour cela, le gouvernement veut que les dépenses de l'Etat et des collectivités locales progressent de moins de 1% par an à partir de 2011 et que les dépenses de Sécurité sociale augmentent de moins de 3%, a ajouté François Fillon.***

"Ça ne s'est jamais vu mais c'est quand même encore une augmentation des dépenses. C'est une politique sérieuse de gestion que nous pouvons encore conduire parce que nous avons les marges pour le faire", a-t-il poursuivi.

“Si cette politique n’est pas conduite maintenant, alors oui, dans quelques années, il n’y aura pas d’autre choix que la rigueur ou l’austérité.”
Reuters

Autre dépêche liée :

La France a transmis à la Commission européenne un programme d’assainissement de ses finances publiques d’une ampleur inédite depuis un demi-siècle, tablant sur une croissance forte et une maîtrise des dépenses.
La trajectoire actualisée d’évolution des finances publiques, déjà en partie dévoilée par le Premier ministre, François Fillon, prévoit une baisse du déficit public à 3,0% du PIB en 2013, après 4,6% en 2012, 6,0% en 2011 et 8,2% en 2010.

> ***Ce scénario repose sur une prévision de croissance du produit intérieur brut de 2,5% par an à partir de 2011.***
>
> ***Si la croissance n’est que de 2,25%, un scénario alternatif prévoit que la France atteindra en 2014 les 3% de déficit, la limite fixée par le Pacte de stabilité et de croissance européen, après 4% en 2013.***
>
> ***A titre de comparaison, l’OCDE, le FMI et le consensus Reuters des économistes prévoient une croissance de 1,7% en France en 2011.***

“La croissance, c’est ce qui fait venir les recettes. On ne va pas augmenter les impôts dans un pays qui croît très peu ou qui, comme l’année dernière, a été en récession”, a déclaré le ministre du Budget, Eric Woerth, mardi sur France Info.
Pour réduire aussi rapidement le déficit, le gouvernement veut limiter à 1% par an à partir de 2011 la croissance en volume de la dépense publique globale.
“On doit baisser notre déficit structurel (…) *et c’est par les réformes de structures qu’on y parviendra”*, a ajouté Eric Woerth.
François Fillon a déjà annoncé que le budget global des

ministères serait gelé. Dans l'entourage d'Eric Woerth, on a précisé mardi que la limitation de la progression des dépenses ne s'appliquerait pas uniformément à tous les ministères.
Les dépenses de santé devront croître de moins de 3% par an en valeur à partir de 2011.
Selon le scénario central, la dette publique atteindra 86,1% du PIB en 2011, 87,1% en 2012 et 86,6% en 2013. Le budget de la France pour 2010 prévoit que la dette publique sera équivalente à 83,2% du PIB à la fin de l'année.
Malgré la hausse rapide de l'endettement en raison de la crise économique, le gouvernement *"n'a pas d'inquiétude particulière"* sur la note AAA de la dette française donnée par les agences de notation, a-t-on déclaré dans l'entourage d'Eric Woerth.
"L'économie française et assez saine et, avec ce programme, avec la conférence sur le déficit, on est bien dans la perspective d'une réduction rapide. Donc, on n'a pas de crainte particulière en ce qui concerne la France", a-t-on ajouté.
Une baisse de 5,2 points de PIB du déficit en trois ans, soit une centaine de milliards d'euros, serait inédite en France depuis au moins cinquante ans, comme l'est l'ampleur du déficit prévu cette année (8,2%).
De même, la baisse de 2,2 points de PIB du déficit prévue cette année n'a pas de précédent depuis au moins le début de la Ve République, en 1958.
La baisse la plus importante enregistrée depuis lors date de 1996 (1,5 point). La croissance du PIB avait alors été de 1,1% contre 1,4% prévu cette année.
"C'est un plan très ambitieux mais réaliste parce qu'on compte se donner les moyens de respecter cette ambition", a-t-on expliqué dans l'entourage du ministre du Budget.
"C'est le sens de la conférence sur le déficit, de tous les travaux qui en découlent, et des réformes qui sont prévues cette année" comme celle des retraites, a-t-on ajouté.
A Bruxelles, la porte-parole du commissaire européen aux Affaires économiques et monétaires, Joaquin Almunia, a déclaré

que le programme français serait étudié au cours du premier trimestre. *“Il fera l’objet d’une évaluation attentive et détaillée, comme ceux des autres pays*”, a-t-elle dit.
Lors de cet examen, la Commission s’attachera en particulier à évaluer le sérieux de ce programme, son ambition et son respect du calendrier établi par les services de la Commission pour revenir dans les clous du Pacte de stabilité et de croissance.
L’exécutif communautaire étudiera également avec attention si ce programme est réaliste et si ses hypothèses en terme de croissance, de dépenses publiques ou de rentrées fiscales comportent des risques.
Reuters